

Programme de Recherche :

Partenariats tri-sectoriels hors du cadre BPD

Résumé

Outre les expériences des 8 projets pilotes qui sont en cours, le Groupe souhaite élargir son expertise des accords tri-sectoriels dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en analysant d'autres formes de partenariats. La recherche que nous présentons ici en constitue la première phase : l'identification des autres projets tri-sectoriels qui peuvent exister ainsi que des réseaux qui les animent.

Les conclusions seront diffusées auprès des membres du Groupe, des participants aux projets pilotes mais aussi auprès d'autres organismes qui sont déjà impliqués ou qui souhaitent mettre en place ce type de partenariat. Nous espérons ainsi mettre en évidence des approches utiles au travail du Groupe, et contribuer à une meilleure connaissance de ce domaine.

IDENTIFICATION DES PARTENARIATS

La recherche initiale a été conduite par email par le biais de réseaux et contacts divers. Dans un premier temps, nous avons demandé aux personnes contactées si eux-mêmes ou leurs collègues travaillaient déjà ou connaissaient des exemples de partenariats tri-sectoriels. Plus de 70 personnes et organisations ont ainsi été contactées directement, et bien d'autres ont répondu à notre appel en faisant circuler notre requête dans leurs réseaux. D'autres contacts ont aussi été identifiés grâce à des recherches dans un certain nombre de bases de données. En cas de réponse positive, un questionnaire (traduit en espagnol dans certains cas) a été envoyé pour préciser la nature du partenariat. Les réponses ont été analysées dans ce rapport et serviront de base à des études ultérieures.

CONCLUSIONS

A ce stade de nos recherches, outre les projets BPD, les partenariats tri-sectoriels semblent peu nombreux. Seuls six exemples (en Angola, en Colombie, en Argentine, aux Philippines et en Jamaïque) correspondent plus ou moins à la définition d'un partenariat entre le secteur privé (national ou international), le secteur public (gouvernement et agences gouvernementales) et la société civile (y compris les associations communautaires et les ONG). Il semblerait donc que cette approche soit relativement limitée.

Ces résultats pourraient aussi être la conséquence du mode de communication sélectionné pour contacter les gens. En effet, en ciblant les agences gouvernementales, les entreprises du secteur privé et les ONG, il est possible que nous n'ayons pas atteint d'autres projets qui se déroulent de façon moins structurée à l'échelle locale. Un partenariat a ainsi été identifié grâce à un collègue qui avait travaillé dans le pays par le passé. Le Groupe recherche activement d'autres témoignages de projets similaires dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ainsi que les moyens de prendre contact avec eux.

Les partenariats que nous avons étudiés ne résultent pas d'une approche unique. Un projet a été lancé par l'opérateur public en réponse à la demande des usagers, un autre à la suite de la pression exercée par la communauté sur l'opérateur, avec le soutien d'un organisme externe. Il faut noter à ce sujet que l'intervention d'un organisme externe a été déterminante dans deux projets. Enfin, un troisième projet est né d'une initiative commune pour reconstruire les infrastructures détruites lors d'un tremblement de terre.